

Les Balkans occidentaux, confins sécuritaires de l'Europe ou cheval de Troie d'un nouvel islamisme ?

Depuis les limes de Rome pour se protéger des barbares, en passant par les confins entre Empires Austro-Hongrois et Ottoman, jusqu'aux frontières floues d'une Union européenne hésitante, l'espace balkanique a joué un rôle tampon.

Fragilisée par les guerres de Yougoslavie qui ont abouti à l'éclatement de l'ancienne république fédérale, cette région véritable « charnière stratégique » est aujourd'hui soumise à des influences extérieures qui s'appuient sur des haines violentes et un désarroi économique et social profond.

Les années d'affrontements qui se sont déroulés entre 1991 et 2008 ont laissé des stigmates profonds dans des sociétés déjà héritières d'un lourd passé.

Consciente qu'elle ne peut laisser à ses portes, des Etats si ce n'est faillis, au moins en besoin de développement, l'Union Européenne cherche des solutions pour y réinstaurer un semblant de stabilité.

Les Balkans restent néanmoins soumis à des forces centripètes qui au contraire y entretiennent le statu quo soit par intérêt immédiat, soit pour des objectifs à plus long terme.

Héritage historique

Les violences qui au cours de la décennie 1990 ont conduit à la dislocation de la Yougoslavie prennent leurs origines avant même que cet Etat fédérant les peuples des Balkans ne voit le jour. Aujourd'hui, les armes se sont tues, mais les tensions n'ont pas disparu pour autant. Même si certains pays issus de cette crise semblent bien engagés sur la voie du développement, la région reste profondément meurtrie et des motifs graves de tensions entre et au sein des peuples demeurent.

La Yougoslavie, a pu au moment de sa création représenter la solution qui permettrait de faire vivre ensemble et en paix les peuples slaves du Sud. Mais très vite, il est devenu évident que l'origine slave commune ne suffirait pas à faire de ce pays une Nation. Ces peuples n'ont ni langue commune, ni histoire commune et surtout aucune envie de vivre

ensemble. Les différences culturelles sont telles qu'aucun peuple qui composait la fédération yougoslave n'avait de traditions communes plus fortes avec son voisin yougoslave qu'avec un voisin extérieur, les Slovènes avec les Italiens, les Croates avec les Autrichiens, les Serbes avec les Hongrois ou les Bulgares, les Kosovars avec les Albanais et les Turcs.

Sans chercher à remonter trop loin dans l'histoire, il est intéressant de souligner l'impact qu'a produit l'occupation Ottomane pendant près de cinq siècles sur les relations entre les populations concernées. Les Turcs ont occupé la Roumanie, la Bulgarie, la Grèce, l'Albanie, la Bosnie et la Serbie depuis le XIV^{ème} siècle, la Croatie, et la Slovénie appartenant alors au royaume des Habsbourg ont servi de rempart à l'avancée ottomane. Confins militaires des deux camps, les abords des lignes de contact, en particulier la Krajina Bosnienne ou la Slavonie tout comme une bonne partie de l'actuelle Bosnie Herzégovine ont été données en servage à des paysans soldats originaires d'un camp ou de l'autre en fonction des influences du moment. Ainsi, une mosaïque de groupes ethnolinguistiques s'est composée au fil des siècles avec pour seul point commun leur attachement par le sang à la terre qu'ils ont cultivée et défendue. Ces territoires se composent d'un entrelacs de villages tantôt serbe orthodoxe, tantôt bosno-musulman ou croate catholique, ayant connu des fortunes diverses au grès des occupations.

Depuis les accords de Dayton en 1995, la Bosnie-Herzégovine, est divisée en deux entités autonomes distinctes : la Fédération de Bosnie-Herzégovine à dominante bosniaque (musulmane) et croate, et la République serbe de Bosnie, auxquelles s'ajoute le district de Brčko géré par l'État central. L'État central est dirigé par une présidence collégiale au sein de laquelle sont représentés les trois « peuples constitutifs ». Chaque composante ethnique dispose d'une minorité de blocage au sein du Parlement central. Les Bosniaques musulmans démographiquement majoritaires, tentent de leur côté de renforcer le rôle du gouvernement central, alors que les Croates, à la recherche de leur propre entité autonome, et les Serbes, tentés par le rattachement à la Serbie, s'efforcent d'enrayer les processus législatifs. Les élections présidentielles et législatives d'octobre 2018 se sont encore déroulées selon ces lignes ethniques, elles ont placé les partis nationalistes en position de force dans les assemblées.

La ville de Gačko, à 70 km au Sud de Sarajevo, tout près de la frontière avec le Monténégro résume parfaitement cette situation. Cette ville peuplée essentiellement de Serbes est installée au milieu d'une vallée qu'elle partage avec deux villages musulmans Meduljici et

Kula installés au piémont du mont Zelengora qui borde la vallée au Sud. La ville Serbe vit aujourd'hui, de maigres revenus agricoles et de l'emploi que produit la centrale thermoélectrique construite non loin de la ville. Les deux communautés vivent depuis des siècles dans une indifférence relative. Les bosno-musulmans ont érigé, autrefois, à l'extrémité d'une colline une petite tour (Kula en serbo-croate) afin de surveiller les Serbes et de donner l'alerte en cas d'attaque. Ces derniers en plus de cultiver la partie riche de la vallée y élevaient des chevaux. Lors des différentes périodes d'occupation de la région, ils fournissaient leurs montures aux cavaliers autrichiens ou au cours des deux conflits mondiaux, collaboraient avec l'armée allemande. Les musulmans plus riches et ayant profité de leurs échanges avec les occupants à plusieurs reprises subirent parmi les premiers les représailles serbes en 1992.

Cette même zone a fait l'objet à partir de 2000 du plus important programme de réinstallation de bosno-musulmans dans la région. Des efforts considérables ont été consentis par des ONG et les Nations Unies pour y reconstruire les deux villages détruits par les Serbes qui eux, considérés comme les agresseurs, n'ont bénéficié d'aucune aide, nourrissant une fois encore la rancœur.

Cet épisode crisogène a touché chaque communauté, chaque village, chaque famille. L'extrême violence motivée par des ressentiments accumulés au fil du temps vient à son tour s'ajouter à la liste déjà longue des griefs de chacun à l'encontre de tous les autres. La paix ressentie comme imposée par ceux qui ont été déplacés ou chassés de leurs maisons doit maintenant porter du fruit pour rompre définitivement avec le cycle de la violence inhérent à ces territoires. Ce qui n'est pas évident puisque les pays issus de cet éclatement ont tendance aujourd'hui à éviter toute coopération entre eux.

L'Union Européenne peut-elle donner du sens à la paix ?

Au cours des affrontements les différentes communautés ont développé des stratégies pour s'adapter à la situation et traverser cette période de tension dans les meilleures conditions. Les dégâts causés par 17 années d'instabilité ont fortement mis à mal les infrastructures et les services. L'éclatement de l'Etat fédéral a contraint chacun des nouveaux Etats à s'organiser, à créer des services publics et à se doter de moyens propres. Tous ces efforts demandent des moyens financiers importants et, si l'on se réfère à la situation avant la crise, les industries sont peu nombreuses et mal réparties, l'agriculture est presque essentiellement domestique et en dehors des villes, le système éducatif est

très en retard. Avec un taux de croissance économique actuel légèrement supérieur à 3 %¹, il faudrait soixante ans aux pays des Balkans occidentaux pour atteindre le niveau de revenu moyen des pays de l'Union. La reconstruction et le développement de ces sociétés ne reposent donc que sur des aides extérieures. Jean-Claude Juncker, le président de la Commission Européenne, prédit que sans une action réelle de l'Union, « *nous allons revivre tous les malheurs que nous avons connus pendant les années 1990*² ». Malgré ces bonnes intentions, il semble peu envisageable que ces pays intègrent prochainement le groupe européen. Les dernières vagues d'élargissement, ont affaibli l'Union européenne et pour beaucoup de ses dirigeants, il est nécessaire de se donner du temps pour contrer la montée des courants populistes, eurosceptiques ou europhobes. C'est en substance ce qui est ressorti des discussions lors du sommet de Sofia en mai 2018, réunissant les 28 membre de l'Union et les représentants des six pays des Balkans occidentaux (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Serbie, Monténégro, Macédoine et Kosovo).

Faute d'engagements concrets vers une intégration de ces Etats, les Européens déploient des actions, souvent en ordre dispersé, visant à faciliter les échanges, à lutter contre l'immigration ou l'insécurité. L'UE a mis en place des organes destinés à faciliter le rapprochement avec les Balkans occidentaux. Elle y fixe des obligations et des devoirs contractuels adaptés à chaque pays, dans le but de stabiliser la zone et de préparer leur adhésion. Elle a investi 11,7 milliards d'euros pour aider les pays concernés à se réformer. Le processus de Berlin, depuis 2014, en s'appuyant sur des réunions ministérielles thématiques, doit favoriser l'intégration des Balkans occidentaux dans l'UE. En 2018, le thème en était « la sécurité ».

Les tensions ethniques, sociales, religieuses et inimitiés traditionnelles de cette région, restent importantes. Il semble que l'UE n'ait pris conscience que récemment que le processus de réconciliation risquait d'être long et que la seule promesse d'adhésion à l'Union ne suffirait pas à effacer des siècles d'inimitiés et de rancunes.

Le jeu des mafias et des islamistes

La dynamique de reconstruction post-crise n'a pas permis aux nouveaux Etats des Balkans occidentaux de se développer suffisamment vite pour répondre aux

¹ AP-OTAN, "*Balkans occidentaux : évaluation de la transition économique*", rapport de la commission de l'économie et de la sécurité, 7 octobre 2017

² Sommet UE-Balkans 13 mai 2018

préoccupations légitimes de leurs populations. Dans ce contexte, le même genre de stratégies d'adaptation que celles développées pendant la guerre se mettent en place et viennent concurrencer les activités légales.

Le chômage est l'un des principaux freins au développement. Il frappe surtout les jeunes générations touchant plus d'un jeune sur deux (50%) dans l'ex-République yougoslave de Macédoine, en Bosnie-Herzégovine et au Kosovo. Conséquences des années de crise, une majeure partie d'entre eux n'a pu suivre de formations qualifiantes. Parmi ceux qui ont eu la possibilité de se former, un grand nombre choisit l'expatriation alimentant ainsi le triple effet négatif de la fuite des cerveaux, du vieillissement de la population et de la dépendance aux capitaux de la diaspora. D'après la Banque mondiale, ces capitaux représentent en moyenne 10 % des PIB nationaux.

Pour ceux qui restent, les trafics et les mafias sont des alternatives possibles. Ces acteurs de l'« antimonde »³ y entretiennent le statu quo qui sert leur intérêt immédiat. Faute de circuits normaux d'approvisionnement, une économie parallèle s'est mise en place comme pendant la guerre, quand elle permettait d'échapper aux contrôles et séquestres de l'adversaire. Comme ces filières plus discrètes échappaient au contrôle des autorités locales ou internationales, elles ont rapidement fait l'aubaine d'organisations mafieuses. Plus grave encore, les mafias sont même parvenues à corrompre ou à s'immiscer dans la vie politique des Etats.

Le cas de Podgorica, une célèbre petite station balnéaire considérée comme « la perle du Monténégro », est emblématique de cette situation. Elle est administrée depuis le début des années 90 par le même homme et son clan, Milo Djukanovic⁴, qui conduit actuellement la liste de la coalition au pouvoir, la compromission des politiques avec la mafia en fait une plaque tournante de la corruption, du narcotrafic et du blanchiment d'argent.

Autre exemple, au Kosovo en 2004, un rapport des services de renseignement de la KFOR présentait M. Xhavit Haliti, l'un des fondateurs de l'UCK (Armée de Libération du Kosovo) devenu membre influent du parti au pouvoir comme un membre de la Mafia kosovare. Dès la création de l'UCK, les autorités de la KFOR ont suspecté les liens de ses dirigeants avec les organisations mafieuses de la région. Ses liens avec la criminalité organisée lui

³ « partie du monde mal connue et qui tient à le rester, qui se présente à la fois comme le négatif du monde et comme son double indispensable » - Roger Brunet 1992

⁴ Il a été président du Monténégro de 1998 à 2002 et Premier ministre de 1991 à 1998, puis pour deux autres mandats de 2002 à 2006 et de 2008 à 2010.

auraient permis entre autres d'éliminer certains opposants. Les trafics très lucratifs conduits sous couvert de l'UCK ont permis à certains de ses dirigeants de faire fortune. Dans ce même rapport, les enquêteurs de la KFOR font part de leurs soupçons à leur rencontre de détournements de fonds, de racket et même d'avoir prélevé des organes sur leurs prisonniers de guerre pour alimenter les réseaux de trafics d'organes. La quasi-totalité des politiques du pays serait concernée par ce rapport.

Par ailleurs, les Balkans occidentaux comptent une population musulmane importante : l'islam est pratiqué par 28% de la population de l'ex-République yougoslave de Macédoine, par plus de 50% de la population en Albanie et en Bosnie-Herzégovine et par 95% au Kosovo. Avant 1991 les pratiquants étaient modérés. Dès le début de la guerre, de nombreux combattants et imams salafistes fondamentalistes, venant de plus de trente pays étrangers, ont rejoint les Balkans pour combattre au sein de la 7^{ème} brigade musulmane de l'Armée de Bosnie⁵ nommée « El Moudjahid ». En plus d'épauler les musulmans de Bosnie, le but était de mettre en place un islamisme radical. Des enclaves islamistes se sont constituées depuis la fin de la guerre. Elles abritent des anciens combattants d'Afghanistan et des guerres des Balkans et ont fourni un important contingent estimé à près d'un millier de combattants pour combattre avec DAESH en Irak et en Syrie. Le problème du retour de ces combattants se pose de manière encore plus aiguë dans les Balkans qui n'offrent pas forcément les mêmes conditions de suivi de ces personnes qu'au sein de l'UE.

Enfin, dans le cadre de la stratégie néo-impérialiste du président Erdogan, la Turquie investit massivement économiquement et culturellement dans les Balkans. Ankara va même jusqu'à y pourchasser ses opposants, le 29 mars 2018, les services secrets turcs ont arrêté cinq enseignants et un médecin turcs légalement installés au Kosovo. Ils étaient accusés par Ankara d'être liés à Fethullah Gülen, considéré comme instigateur de la tentative de putsch de juillet 2016. La Turquie joue donc à la fois sur les hésitations de l'UE à intégrer les pays des Balkans pour faire cause commune et de son poids dans l'OTAN pour influencer le devenir des Etats de cette région.

La dernière séquence crisogène qui s'est déroulée dans les Balkans occidentaux a donc

⁵ Jérôme Bellion-Jourdan, *Les Réseaux transnationaux islamiques en Bosnie Herzégovine. Le nouvel islam balkanique*, sous la dir. de Xavier Bougarel, Nathalie Clayer, Paris, Maisonneuve et Larose

ravivé l'idée que cette région est à la fois une ligne de faille et un trait d'union où se côtoient des populations qui ont été dressées par l'histoire les unes contre les autres.

L'urgence aujourd'hui est au développement et s'avère être la seule arme contre l'installation durable d'organisations criminelles. La sécurité des Balkans est essentielle pour la sécurité européenne.

L'Union Européenne, première concernée par le devenir de cette région est engagée dans une course contre la montée des nationalismes, de l'Islam radical et de l'influence de ceux qui entretiennent le rejet de l'autre.

Les Balkans occidentaux sont donc bien une « charnière stratégique » qui est au cœur des préoccupations du fait de son instabilité potentielle. Les uns voient dans cette instabilité un risque sécuritaire, c'est le cas des pays de l'Union Européenne. Les autres jouent de cette instabilité pour entretenir leurs activités du moment, c'est le cas des mafias, des partis nationalistes et populistes et des passeurs de migrants ou également, pour satisfaire des intérêts stratégiques à plus long terme tels que l'instauration d'un islam radical aux portes de l'Europe (frères Musulmans ou Salafistes), la satisfaction d'enjeux économiques tels que les nouvelles routes de la soie ou enfin, pour exercer des pressions diplomatiques comme le fait la Turquie d'Erdogan.

JP PIERRE
Institut FMES
07/2019

